

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTI/W/11

3 novembre 1997

(97-4801)

**Groupe de travail des liens entre
commerce et investissement**

Original: anglais

COMMUNICATION DU JAPON

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 octobre 1997, en lui demandant de la distribuer aux Membres.

I. INTRODUCTION

Au cours des dernières décennies, la libéralisation des échanges a régulièrement progressé dans le cadre de l'OMC/du GATT. Cependant, bien que le taux de croissance de l'investissement étranger direct (IED) ait été bien plus rapide que celui des échanges¹, il n'existe toujours pas de cadre juridique multilatéral global pour les investissements.

Comme il est indiqué plus loin, la plupart des études réalisées jusqu'à présent concluent à l'existence d'un lien extrêmement fort et systématique entre commerce et investissement.² En outre, avec la mondialisation, le rôle de l'IED dans la dynamisation de l'économie mondiale devrait encore augmenter à l'avenir. Dans ces circonstances, afin de parvenir à l'allocation efficace des ressources au-delà des frontières (comme le prévoit le préambule de l'Accord de Marrakech) il est essentiel que l'OMC s'intéresse de près non seulement aux échanges, mais aussi à l'investissement. Le Groupe de travail devrait donc jouer un rôle important et s'appuyer sur les résultats de la libéralisation effectuée jusqu'à présent pour analyser en détail les liens entre commerce et investissement et examiner les possibilités d'établir un cadre multilatéral dans ce domaine.

Afin de contribuer aux efforts du Groupe de travail et d'établir une base permettant un échange de vues utile à l'avenir, le présent document examine, essentiellement d'un point de vue empirique, des questions figurant à l'ordre du jour, à savoir 1) les liens entre commerce et investissement et 2) les liens entre investissement et développement. Pour éviter tout double emploi avec les travaux actuellement réalisés par la CNUCED, l'OCDE et d'autres organisations internationales, y compris le Secrétariat de l'OMC, il s'inspire principalement des données dont dispose le Japon.

II. LIENS ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT

La note du Secrétariat, qui passe succinctement en revue les résultats des études théoriques et empiriques, constitue une base extrêmement utile pour les débats futurs. Comme il ressort de cette

¹En 1995 les échanges étaient 8,5 fois supérieurs à ce qu'ils étaient en 1973 alors que l'IED était 12 fois plus important.

²La CNUCED estime qu'un tiers des échanges mondiaux s'effectuent au sein de sociétés multinationales. En outre, les échanges entre ces sociétés multinationales et des sociétés non affiliées constituent un autre tiers des échanges mondiaux. Voir la note du Secrétariat pour plus de détails.

note, la plupart des études empiriques montrent qu'il existe un lien fort et systématique entre commerce et investissement. Pour ce qui est du lien entre l'IED et la balance commerciale du pays d'origine et du pays d'accueil, bien qu'il n'ait encore guère été possible de déterminer si l'IED faisait augmenter ou diminuer l'excédent commercial dans le pays d'origine et/ou le pays d'accueil, peu de Membres nient l'existence d'un lien systématique entre les deux.

La présente note s'efforce, en fournissant des statistiques japonaises sur le lien entre commerce et investissement, d'une part de compléter les études empiriques effectuées jusqu'à présent principalement par des économistes et, d'autre part d'aider les pays Membres de l'OMC à mieux comprendre ce lien.

A. Incidence de l'IED sur le commerce

1. Effet de l'investissement sur le commerce du pays d'origine

Comme le montre la note du Secrétariat, les études empiriques n'ont pas jusqu'à présent donné de résultats concordants sur la question de savoir si l'IED avait une incidence positive ou négative sur la balance commerciale du pays d'origine.

Dans le cas du Japon, selon l'enquête réalisée annuellement par le gouvernement, il a été possible d'obtenir des chiffres plus précis concernant l'incidence de l'IED des entreprises japonaises sur les courants commerciaux du pays. D'après cette enquête, l'effet net de l'IED sur les courants d'échanges a été régulièrement positif de l'exercice 1991 à l'exercice 1995, mais il se fait de moins en moins sentir. Des chiffres plus détaillés montrent que pour l'exercice 1995 l'effet d'incitation à l'exportation de l'IED a été de 103,1 milliards de dollars EU, ce qui représente environ un quart des exportations totales du Japon. De plus, l'effet de substitution des exportations a été évalué à 54,2 millions de dollars EU, les importations en provenance des filiales à l'étranger ont été chiffrées à 46,8 milliards de dollars EU (15 pour cent des importations totales) et l'effet net de conversion des importations a été de 1,1 milliard de dollars EU. Par conséquent, les calculs effectués à partir de ces chiffres montrent que, pour l'exercice 1995, l'effet net sur les courants d'échanges de l'IED s'est chiffré à 1,1 milliard de dollars EU [ce qui correspond à l'effet d'incitation à l'exportation moins l'effet de substitution des exportations moins les importations en provenance des filiales à l'étranger moins l'effet net de conversion des importations] (voir l'appendice).

2. Effet de l'investissement sur les échanges du pays d'accueil

Comme il est indiqué dans la note du Secrétariat, un consensus ne serait-ce que théorique n'a pas encore été atteint sur la question de savoir si l'effet net de l'IED sur les courants d'échanges du pays d'accueil est positif ou négatif.³ Les résultats globaux des études empiriques donnent toutefois à penser que cet effet est positif.⁴

Des études ont été effectuées à partir de tableaux d'entrées-sorties pour examiner les effets de l'IED japonais sur le commerce des pays/régions d'accueil. Il en ressort que l'IED du Japon a toujours exercé une influence positive sur les courants d'échanges des régions étudiées (ANASE et pays nouvellement industrialisés) et d'un pays (Chine). Par exemple, pendant l'exercice 1994, l'effet

³Il est intéressant de noter que la somme de la balance commerciale nette du pays d'origine et de celle du pays d'accueil n'est pas forcément nulle. Par exemple, si les exportations de la filiale étrangère augmentent considérablement, étant donné que l'effet d'incitation à l'exportation augmentera lui aussi considérablement tant dans le pays d'origine que dans le pays d'accueil, l'effet net de l'IED sur les deux pays devrait être positif.

⁴Voir, par exemple, Hummels D.I. et R.M. Stern 1994 - "Evolving Patterns of North American Merchandise Trade and Foreign Direct Investment" - *World Economy* 17(1): 5-29 janvier.

de substitution des importations de l'IED japonais sur les pays de l'ANASE a été de 30,3 milliards de dollars EU, l'effet d'incitation à l'exportation de 19,9 milliards de dollars EU et l'effet d'incitation à l'importation de 26,4 milliards de dollars EU. Ainsi, l'effet net de l'IED japonais sur les courants d'échange de l'ANASE pendant l'exercice 1994 a été estimé à 23,8 milliards de dollars EU [ce qui correspond à l'effet de substitution des importations plus l'effet d'incitation à l'exportation moins l'effet d'incitation à l'importation] (voir l'appendice). A cet égard, il a été suggéré que, au stade initial, l'IED fait augmenter les importations. Les études effectuées par le gouvernement japonais renforcent cette hypothèse.

B. Incidence des mesures commerciales sur l'investissement

Comme il est mentionné dans la note du Secrétariat, les études effectuées jusqu'à présent ont explicitement démontré, de manière tant théorique qu'empirique, que les mesures commerciales pouvaient avoir une sérieuse incidence sur l'IED. Par exemple, des droits de douane élevés et des mesures antidumping larvées (obstacles non tarifaires) peuvent provoquer un IED destiné à contourner les droits de douane. D'un autre côté, il a été souligné que les mesures commerciales (mesures anticonournement par exemple) tendent à empêcher les entreprises privées d'investir efficacement. Puisque les mesures commerciales ont de toute évidence un effet sur les activités d'investissement des entreprises privées, une modification brutale et/ou importante de la politique commerciale d'un pays d'accueil peut gravement nuire à l'IED (ou, plus précisément, aux filiales étrangères dans le pays). Ainsi, afin de promouvoir l'IED il faut à la fois limiter les mesures commerciales susceptibles de réduire les activités d'investissement efficaces des entreprises privées et accroître la prévisibilité de la politique commerciale du pays d'accueil.

C. Résumé (incidence sur les travaux futurs du Groupe de travail)

Comme il est indiqué ci-dessus, les études et les données empiriques démontrent plus ou moins l'existence d'une relation symbiotique entre commerce et investissement. En outre, depuis quelques années, les entreprises privées opèrent des choix parallèles en matière de commerce et d'investissement afin d'atteindre leur but ultime: vendre leurs produits sur les marchés ciblés.⁵

Compte tenu des éléments de preuve fournis ci-dessus, il semble donc justifié que l'OMC procède à une étude intégrée du commerce et de l'investissement.

III. DETERMINANTS DU LIEN ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT (ANALYSE DU COMPORTEMENT DES ENTREPRISES)⁶

Compte tenu de la récente mondialisation de l'économie, lorsqu'elles établissent une stratégie pour vendre leurs produits sur le marché ciblé, les entreprises privées décident en même temps où elles vont investir et/ou d'où elles vont exporter⁷. Dans un tel environnement commercial, les déterminants de l'investissement pour les entreprises privées sont étroitement liés à ceux du commerce. Nous nous intéresserons donc aux déterminants de l'investissement des entreprises privées. Là encore, pour éviter tout double emploi avec les informations données dans la note du Secrétariat, le présent

⁵CNUCED 1996: Rapport sur l'investissement dans le monde 1996: l'investissement, le commerce et les instruments internationaux.

⁶Etant donné que le lien général entre commerce et investissement a été analysé dans l'enquête susmentionnée, la présente note examine le comportement des entreprises lorsqu'il s'agit d'opérer un choix stratégique en matière de commerce et d'investissement.

⁷Voir le rapport 1996 de la CNUCED.

document s'inspire principalement des données rassemblées dans le cadre de l'enquête réalisée sur le comportement des sociétés japonaises.

A. Déterminants de l'investissement

Selon l'enquête menée par l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO) auprès de 1 170 entreprises japonaises ayant investi dans les pays d'Asie, 51 pour cent d'entre elles ont cité "la stabilité politique et sociale" comme étant le principal facteur pris en compte dans les décisions relatives aux investissements. Le deuxième facteur était "le coût peu élevé de la main-d'oeuvre bon marché" (44 pour cent) et le troisième "le potentiel de développement du marché intérieur" (42 pour cent). De plus, le gouvernement a réalisé une analyse statistique approfondie en se fondant sur les données rassemblées lors d'une enquête effectuée sur les sociétés japonaises. Selon cette analyse, les principaux déterminants de l'investissement seraient le "PIB nominal de la région/du pays (corrélation positive)" (variable relative à la taille du marché), les "salaires réels" (corrélation négative), "le nombre total des projets existants" (corrélation positive) (variable relative à l'infrastructure) et la "sécurité (politique gouvernementale, économie nationale, etc.)" (corrélation positive)" (voir l'appendice).

B. Obstacles et problèmes affectant les activités des entreprises dans les pays en développement

Selon les résultats de l'enquête effectuée par le gouvernement japonais auprès des entreprises qui ont investi dans les pays en développement, les principaux obstacles ou problèmes rencontrés dans ces pays sont "le coût croissant de la main-d'oeuvre" (54 pour cent), "le manque de transparence dans l'application des lois et règlements" (34 pour cent), "la qualité de la main-d'oeuvre" (29 pour cent) et d'autres (voir l'appendice).

C. Résumé (incidence sur les travaux futurs de l'OMC)

D'après l'enquête mentionnée ci-dessus, les principaux déterminants des activités d'investissement des entreprises privées peuvent être classés en quatre catégories: "facteurs liés à la main-d'oeuvre" (coûts salariaux, etc.), "taille et perspectives du marché intérieur", "infrastructure" et "prévisibilité". Ces conclusions concordent avec les résultats des études empiriques antérieures réalisées par des économistes spécialisés dans la gestion. Parmi ces quatre déterminants, la "prévisibilité" peut être notablement améliorée par l'établissement d'un cadre juridique multilatéral. De fait, il semble que l'un des principaux objectifs de la mise en place d'un cadre bilatéral concernant l'investissement est d'accroître la "prévisibilité" pour les entreprises privées.

Les travaux actuellement réalisés par l'OCDE concernant l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) pourront améliorer considérablement la "prévisibilité" des investissements. Compte tenu du comportement des entreprises qui ressort de l'enquête susmentionnée, si l'AMI est bien conçu, les pays qui l'auront ratifié devraient avoir un avantage sur les autres pays du point de vue de la "prévisibilité", ce qui augmentera l'apport d'IED. Vu la concurrence féroce que se livrent les nations pour attirer l'IED, les pays qui ne ratifieront pas l'AMI seront alors probablement contraints de faire des efforts pour accroître la "prévisibilité".

IV. INCIDENCE DE L'INVESTISSEMENT SUR LE DEVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE

A. Liens entre investissement et développement/croissance

D'après les travaux de recherche effectués par les économistes, il ne fait guère de doute que l'investissement et la croissance économique sont étroitement liés.⁸ Etant donné que les sources d'investissement sont soit l'épargne intérieure soit les apports de capitaux de l'étranger, en particulier pour les pays à faible revenu où l'épargne intérieure est chroniquement insuffisante, l'IED peut être une excellente source financière de développement économique. De fait, les économistes soulignent le lien étroit qui existe entre le montant de l'IED sollicité et la croissance économique dans un pays donné.

De plus, les pays en développement peuvent bénéficier du transfert de diverses "externalités positives" dont la technologie et des compétences en matière de gestion. Une étude empirique montre par exemple que le transfert de technologie est effectué en premier lieu par les filiales des entreprises multinationales.⁹

Par contre, l'expérience montre que les courants d'investissement transfrontières (y compris l'IED) présentent aussi des inconvénients. Par exemple, d'importants montants d'IED pourraient entraîner une intervention excessive des filiales étrangères dans l'économie politique du pays d'accueil. En outre, comme cela a déjà été mentionné, au stade initial de l'IED, les importations du pays d'accueil ont tendance à augmenter et l'IED peut avoir des effets négatifs sur sa balance commerciale. Même à moyen et à long terme, il semble que le rapatriement des bénéfices des filiales étrangères vers le pays d'origine aura des effets graves sur la balance des paiements du pays d'accueil.

De nombreux spécialistes se sont aussi efforcés d'examiner le lien entre l'IED et l'emploi. On considère généralement que l'IED conduit à des réductions d'emplois pour la main-d'oeuvre peu qualifiée dans le pays d'origine, mais, les études empiriques réalisées par des économistes n'étaient pas toujours cette hypothèse. Quant à l'emploi dans le pays d'accueil, les résultats des études empiriques n'ont pas encore permis de parvenir à un large consensus. De même, certains adeptes de la théorie de la dépendance font valoir que l'IED permet aux pays développés d'exploiter la main-d'oeuvre relativement bon marché des pays en développement et que les travailleurs dans ces pays se voient priver de la possibilité de se qualifier davantage. Toutefois, les études empiriques montrent que l'IED tend plutôt à encourager le transfert de technologies de pointe et de compétences des pays développés vers les pays en développement.

B. Résumé (incidence sur les travaux futurs du Groupe de travail)

L'IED et les autres formes d'investissement ont généralement des effets positifs sur la croissance et l'innovation technique, mais ils peuvent également avoir des répercussions négatives. Ainsi, afin que l'IED puisse devenir un moteur de croissance pour les pays en développement, il est important que le Groupe de travail examine ce que l'OMC et d'autres organisations internationales peuvent faire pour éviter les répercussions négatives que pourrait avoir l'IED (et éventuellement les autres formes d'investissement) sur la croissance. Par exemple, étant donné que le champ d'application de l'AMI de l'OCDE inclut l'investissement de portefeuille, le texte récapitulatif actuel de l'AMI comporte une disposition relative à la balance des paiements, autorisant le pays d'accueil à suspendre temporairement les flux rapides de capitaux transfrontières. Puisque les activités des entreprises multinationales dans

⁸Yujiro H. 1996 - Development Economics - Sobunsysa.

⁹Bloomstra M., A. Kokko, et M. Zejan 1992 - "Host Country Competition and Technology Transfer by Multinationals" - NBER Working Paper N° 4131.

les pays d'accueil suscitent quelques inquiétudes sur le plan politique et économique, le Groupe de travail devrait en outre voir ce qui peut être fait pour calmer ces inquiétudes, en tenant compte des avantages que ces activités présentent pour le pays d'origine.

V. SYNTHÈSE ET ANALYSE DES ACTIVITÉS ET INSTRUMENTS INTERNATIONAUX EXISTANTS CONCERNANT LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT

A. Accroissement du nombre des accords bilatéraux d'investissement

Avec le développement de l'IED l'investissement a pris encore davantage d'importance dans l'économie mondiale et son incidence économique et sociale sur les pays d'accueil s'est renforcée. Dans ce contexte, un cadre commun doit être établi afin de favoriser la prévisibilité pour les entreprises et d'augmenter encore l'IED, contribuant ainsi à la réalisation d'une croissance stable et durable de l'économie mondiale à moyen et à long terme.

Il existe actuellement environ 1 160 accords bilatéraux d'investissement, dont les deux tiers ont été conclus dans les années 90. Cette évolution démontre l'intérêt accru qui est porté à l'incidence de l'IED sur l'économie du pays d'accueil - encouragement de la concurrence et transfert de technologie par exemple - ainsi qu'à la création d'un environnement stable pour l'investissement.

Les accords bilatéraux d'investissement ont l'avantage d'être souples par définition, mais ils présentent quelques inconvénients. Ainsi, ils sont généralement axés sur la protection plutôt que sur la promotion de l'investissement. En outre, ils concernent uniquement les préoccupations des pays participants, ce qui pose le problème des différences existant entre ces accords, concernant non seulement la portée géographique, mais aussi les domaines visés, la teneur spécifique, le mode d'approche et la nature juridique, lorsqu'il s'agit d'investissements importants. De plus, ces accords améliorent la prévisibilité et augmentent les investissements entre les pays concernés, ce qui a une influence sur la répartition optimale des ressources entre ces pays et ceux qui n'ont pas conclu de tels accords. Contrairement à ce qui se passe pour les échanges, les investissements vont vers les pays concernés et ne tiennent donc compte que des problèmes spécifiques aux deux pays d'origine et d'accueil (par exemple, déséquilibres des courants d'échanges), ce qui peut entraver les procédures de règlement des différends à cause des relations politiques et économiques des deux parties.

B. Importance d'un cadre multilatéral pour l'investissement

Le lien étroit entre commerce et investissement étant avéré, il importe de procéder à un examen approfondi de l'investissement dans le cadre de l'OMC. Comme il est indiqué à juste titre dans la note du Secrétariat, la plupart des accords multilatéraux pertinents, tels que ceux qui ont été conclus dans le cadre de l'OMC, ne portent cependant que sur des questions sectorielles ou spécifiques et ne visent pas l'investissement de manière globale et complète. De fait, avec la mondialisation de l'économie et l'internationalisation des activités des sociétés, diverses questions commencent à se poser:

- Il y a, par exemple, la restriction appliquée à l'IED lui-même, notamment par le contrôle sur le rapport entre financement local et capitaux étrangers. Certains pays et régions imposent aux investisseurs des mesures de restriction en matière de change, comme le contrôle des transferts de fonds et l'application d'un plafond pour le rapport entre redevances et ventes. Les autres facteurs restrictifs sont les prescriptions en matière d'emploi de main-d'oeuvre nationale ou les incitations à l'emploi de main-d'oeuvre nationale ainsi que l'absence de systèmes de protection de l'investissement tels que la protection des brevets et des marques de fabrique ou de commerce dont les entreprises nationales devraient bénéficier. Tous ces facteurs font que les investisseurs hésitent à étendre leurs activités à l'étranger. Selon l'enquête réalisée, l'industrie manufacturière

japonaise considère les facteurs ci-après comme des freins à l'investissement dans la région Asie-Pacifique: fiscalité (application et équité du système), restriction à l'entrée de capitaux étrangers (restriction concernant la part des capitaux nationaux), emploi (prescriptions en matière d'emploi de main-d'oeuvre nationale), mesures administratives inefficaces et protection de la propriété intellectuelle (absence de systèmes permettant de protéger les brevets et les marques de fabrique ou de commerce) (voir l'appendice).

D'autres instances internationales, telles que l'APEC et l'OCDE ont déjà engagé des débats sur l'élaboration d'éventuels instruments ou cadres en matière d'investissement. L'établissement d'une règle internationale concernant l'investissement constituerait une base solide sur laquelle l'IED pourrait régulièrement se développer grâce à une plus grande prévisibilité. Comme il a été dit plus haut, l'expansion de l'investissement, ainsi que son étroite corrélation avec les échanges, contribue à la croissance économique et au développement du pays d'origine et du pays d'accueil. Qui plus est, une répartition optimale des ressources entre les différentes régions et dans le temps devrait favoriser la croissance de l'économie mondiale dans son ensemble, y compris celle des pays en développement. A cet égard, il importe d'examiner les deux aspects de la facilitation de l'investissement par la libéralisation et par la protection de l'investissement, en tenant compte des intérêts du pays d'origine et du pays d'accueil. S'il est tenu compte de ces facteurs, les discussions du Groupe pourront aboutir à une solution permettant de gagner sur les deux tableaux.

APPENDICETABLEAU 1

Exportations/importations totales, incitation à l'exportation, substitution des exportations, importations en provenance des filiales à l'étranger, conversion des importations et incidence sur la balance commerciale: évolution récente au Japon

(milliards de dollars EU)

	Exercice 1991	Exercice 1992	Exercice 1993	Exercice 1994	Exercice 1995
Exportations totales (a)	309,6	331,6	347,1	386,5	434,8
Importations totales (b)	204,9	205,3	209,5	248,5	312,6
Incitation à l'exportation (c) (c/a)	57,9 (18,7%)	63,2 (19,0%)	89,0 (25,6%)	89,0 (23,0%)	103,1 (23,7%)
Substitution des exportations (d)	25,2	27,6	40,5	45,0	54,2
Importations en provenance des filiales à l'étranger (e) (e/b)	14,1 (6,9%)	11,8 (5,8%)	27,9 (13,3%)	33,3 (13,4%)	46,8 (15,0%)
Conversion des importations (f)	2,2	2,4	1,8	2,0	1,1
Incidence nette sur la balance commerciale (c-(d+ e+ f))	+ 16,3	+ 21,3	+ 18,9	+ 8,8	+ 1,1

Source: Exportations et importations: Banque du Japon, *Balance of Payments*.

Autres: MITI, *The 6th Basic Survey of Overseas Business Activities (Preliminary Report)*.

TABLEAU 2

Incidence de l'investissement des entreprises manufacturières japonaises
sur le commerce des pays d'accueil

(milliards de dollars EU)

	1991	1992	1993	1994
ANASE*	+ 10,2	+ 13,5	+ 18,5	+ 23,8
Substitution des importations	+ 13,7	+ 17,4	+ 19,2	+ 30,3
Incitation à l'exportation	+ 9,3	+ 8,7	+ 17,0	+ 19,9
Incitation à l'importation	-12,7	-12,6	-17,8	-26,4
Pays nouvellement industrialisés**	+ 17,4	+ 19,9	+ 19,3	+ 25,4
Substitution des importations	+ 17,6	+ 17,2	+ 20,1	+ 28,2
Incitation à l'exportation	+ 12,8	+ 13,5	+ 18,3	+ 22,3
Incitation à l'importation	-13,0	-10,8	-19,0	-25,1

Source: Takugin Research Institute, *Gaishi-kei Kigyo Enkatsu-ka Chosa [Research on Foreign Affiliates]*.

Notes: *ANASE = Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.
**Pays nouvellement industrialisés = République de Corée, Singapour et Taipei chinois.

TABLEAU 3

Facteurs pris en compte dans le choix du site d'investissement par les filiales
d'entreprises manufacturières japonaises en Asie

1.	Climat politique/social stable	51,4%
2.	Faible coût de la main-d'oeuvre locale	44,8%
3.	Perspectives du marché local	41,2%

Source: JETRO, *Survey of Japanese-Affiliated Manufacturers in Asia*.

TABLEAU 4

Estimation des déterminants de l'investissement étranger pour les entreprises japonaises
(modèle en logit conditionnel)

	Résultats des estimations (Coefficients pour chaque variable)		
	Machines et appareils généraux	Machines et appareils électriques	Automobiles
Taux de croissance réel du PIB	0,0597	<u>0,1104</u>	<u>0,0903</u>
PIB nominal	<u>0,3228</u>	<u>0,2230</u>	<u>0,3913</u>
Salaires réels	-0,4661	-0,7159	-0,4341
Nombre total de projets existants	<u>0,4921</u>	<u>0,5609</u>	<u>0,6313</u>
Sécurité	<u>2,7978</u>	<u>3,3632</u>	<u>2,4724</u>
Distance par rapport au Japon	-0,0261	-0,2869	-0,0292

Source: MITI, *White Paper on International Trade 1996*.

Note: Les coefficients soulignés sont significatifs à partir de 1 pour cent.

TABLEAU 5

Problèmes et obstacles auxquels se heurtent le commerce et l'industrie
dans les pays en développement

Augmentation du coût de la main-d'oeuvre	53,9%
Lois/réglementation manquant de transparence	34,4%
Qualité de la main-d'oeuvre	29,1%
Disponibilité de la main-d'oeuvre	29,1%
Complexité du régime fiscal	26,2%
Complexité des procédures réglementaires locales	23,4%
Changements fréquents de la politique des pouvoirs publics	23,0%
Restrictions concernant l'entrée des ressortissants japonais dans le pays	19,5%

Source: MITI, *White Paper on International Trade 1997*.

TABLEAU 6

Problèmes concernant l'investissement en Asie et en Océanie

Fiscalité	55 points
Restrictions à la participation étrangère	42 points
Emploi	40 points
Systèmes, pratiques et procédures inefficaces	31 points
Atteintes aux droits de propriété intellectuelle	28 points

Source: Japan Machinery Exporters' Association etc.
Asia no keizai Hatten to Boueki Tousi no Mondai-ten
[*Economic Development in Asia and Problems Concerning Trade and Investment*].